DINER 22 mars Camille GRAND **« La transformation de l'OTAN : enjeu capacitaire et industriel pour l'Europe »**

Diner réalisé dans la suite des événements et publications consacrés à la défense et à l'OTAN ainsi que des réunions sur ce thème.

Préparation progressive depuis 2022. Retour aux fondamentaux après trois décennies de travail sur d'autres thèmes. Défense collective, protection du territoire européen, coopération de défense, guerre haute intensité en Europe.

Transformation depuis 2014, avec travail sur certaines hypothèses. 2016 Varsovie, décision de présence avancée en pays baltes et en Pologne. Cibles capacitaires ont augmenté et les alliés ont accepté d'y travailler notamment dans le domaine aérien non forcément vu à Paris qui a toujours des relations compliquées.

Etats Unis, Turquie et France sont trois exceptions qui considèrent que l'OTAN n'est pas l'Alpha et l'Oméga de leur défense, chacune avec leur logique souvent historique. Tous les autres construisent leur politique de défense très largement dans l'OTAN à plus de 80%

Enjeux capacitaires et industriels : important de comprendre ce que fait ou ne fait pas l'OTAN. On ne peut faire de parallèle entre DGA et OTAN. Parfois l'OTAN conseille les alliés mais agissent avec leur responsabilité
Difficulté pour un pays de sortir du consensus. Pour être un bon allié, il faut être capable de se déployer rapidement

1° type de coopération : L'OTAN coordonne aussi les alliés sur les capacités de ravitaillement en vol supplémentaires, actuellement opérationnelle, autour du programme NRTT. L'OTAN exprime son besoin, l'agence européenne de défense l'affine, l'OCCAR le met en œuvre et l'OTAN facilite la coopération notamment le leadership. Le Luxembourg contribue et peut aussi acquérir des plateformes. Implication Norvégienne. Transport stratégique.

2° type de coopération : Achat mutualisé de munitions : quelques programmes pilotes avec des nations leaders surtout dans les domaines terrestre et aéronautiques. Contrats assez importants de l'ordre du milliard d'euros. Petit et moyens pays plus demandeurs, qui n'ont pas d'équivalents DGA ou SCA, donné ensuite à la NSPA (agence d'acquisition et de logistique en dehors de certains programmes), n'amène pas automatiquement à l'achat de munitions US ou européenne. US, UK et français pas très actifs car non forcément intéressés.

3° domaine : achats financés en communs à 30 sur le budget de l'OTAN. Infrastructures, communications, ACCS, anti missile. 1 milliard par an. Sommet Madrid hausse annoncée x 6. Modèle hybride Awacs où tous les alliés n'en sont pas, idem acquisition de drones, hors achat de missiles.

Comment l'Europe a réagi : remontée en puissance avec l'objectif 2%, voire plus, et quelques pays qui traînent les pieds. Incohérence entre pays pauvres qui font l'effort et les riches qui ne le font pas.

Choix d'arbitrage en commun. On retrouve les mêmes problématiques industrielles et conduite de programme entre l'Europe et les Etats mais sur des échelles différentes.

L'OTAN ne fait pas de politique industrielle comme UE ou les nations. NIAG Nato industry Advisory group lieu de débat avec l'industrie. (au niveau européen existait le WEAG disparue avec la fin de l'UEO)

Importance que l'industrie soit présente.
Il faut être dans la conversation capacitaire mais aussi technologique pour y peser ; importance de l'agence d'innovation. Et dans les programmes. Bravo Thales présent depuis longtemps et a été leader sur de nombreux projets. Projet remplacement AWACS programme structuré etre présent sur les standards, appels en cours, délais courts

Coopération avec l'UE ; politiquement sensible et dommageable avec quelques cloisonnements même si avancées.

Questions

Question de baguette magique : que la France soit plus engagée dans les conversations à l'OTAN, ce qui aurait changé beaucoup de choses, en considérant que l'OTAN c'est aussi la France. Un petit investissement peut procurer un grand effet de levier.

Rappel par FC de l'ancien partenariat avec NSPA lors du symposium en Bourgogne

clubs utilisateurs : la France devrait s'impliquer davantage. Grande force du F16 et sa communauté. La totalité des pays F16 a choisi le F35. Pourquoi pas un club Rafale avec retours d'expérience pour l'Europe. Intérêt Transall (meme si à la fin les appareils ne se ressemblaient plus avec pb de maintenance)

L'idée d'un pilier européen de l'OTAN permettrait d'avoir un discours plus collectif notamment face aux orientations étasuniennes.

Matrice BCG sur décisions d'investissement / rentabilité : dès que l'argent arrive, tout le monde arrive avec sa liste. Nécessité de lire la matrice avec les motivations technologique, capacitaires ou géopolitique même au sein de l'Europe, ce que la Commission ne voit pas, considérant que c'est un marché parmi d'autres. La France achète un milliard par an de matériel US.

Les marchés compétitifs sont réduits en Europe avec une forte concurrence.

Q : que pense l'opinion américaine de l'OTAN ?
Posture de soutien par défaut mais certains pays européens font un effort relatif beaucoup plus important. 2% estonien est 20 minutes de dépenses US. Opinion étasunienne n'a pas d'a priori négatif. US plutôt bienveillant pour l'OTAN mais parfois les discours s'emballent. US 35 milliards par an pour l'Europe, beaucoup d'argent, équivalent budgets UK et France mais pas tout le budget. Posture par défaut qui est de dire que les US portent le fardeau, comme pour l'Ukraine désormais avec le plus grand chèque mais les chiffres ne sont pas aussi déséquilibrés en % de PIB qui devrait mieux être vu.

Q : menaces hybrides ?
Mots à la mode, ici intégration des infrastructures militaires plus menaces sphères informationnelle, contexte ukraineine intéressant uk ont plutôt gagné et que nos sociétés sont plutôt résilientes. etre attentifs hors d'Europe sur les impacts induits beau sujet de coopération UE OTAN le centre d'excellence est une réussite
Futur Centre d'excellence sur le spatial en France

Q : boussole et bouclier anti missile qui n'associe pas de grands pays clés avec des technologies existantes non retenues… où va-t-on ?
Décision allemande un peu étrange, mais sur leur visition stratégique pure, solutions sur étagère, Patriott dont les Allemands sont dotés et Harrow israelo étasunien pas un besoin capacitaire et en contradiction avec la politique de l'OTAN. Ressemble à une initiative française… discours du chancelier à Prague. Besoin d'une conversation sérieuse entre Européens sur le sujet. Négligé la courte portée, usage massif en Ukraine, notoirement sous équipé sur la défense sol air, plusieurs solutions existent qui méritent d'être mises sur la table, l'UE a lancé des initiatives sur le sujet.

Rappel par FC de la valeur ajoutée du décloisonnement et rappel des discussions avec l'Allemagne.

Q : Impacts des divergences entre pays ? Comment l'OTAN gère la position parfois ambigüe de la Turquie
R : OTAN n'a pas d'avis sur les politiques industrielles. Rappel de l'article 2 sur la coopération économique et reconnait donc l'importance de l'industrie de défense. L'OTAN doit mieux discuter avec l'UE et d'autres pays comme la Norvège.
La Turquie est un allié important, avec des menaces à ses frontières mais compliqué. La Turquie reste attachée à l'OTAN, il n'existe pas de plan B. Pour autant, ils savent bloquer certaines dynamiques comme l'intégration de la Suède sur la base de différends bilatéraux. La vraie question fondamentale est de savoir si un pays peut bloquer remettant en cause la sécurité collective. D'ici le sommet de Vilnius, l'affaire sera réglée. Rappel d'une négociation entre parties pour avancer concrètement à Madrid. Suédois et Finlandais ont fait aussi des efforts (ce que confirme l'ambassadeur de Turquie retrouver son interview sur le site et notre chaîne Youtube, idem lors du diner sur la présidence tchèque du Conseil de l'UE).

Il n'est plus vrai que les Etats-Unis peuvent régler cela en haussant la voix et jouant la carotte ou le bâton.

Q : Quid de la position également ambigüe de la France au sein de l'OTAN. Avec la normalisation, est-ce possible d'avoir une BITD européenne ?
R : pour la normalisation, ne pas être étonné de subir des normes étasuniennes si l'on n'intègre pas le groupe de travail correspondant. Incorporation accrue de normes civiles avec un espace de savoir faire de l'UE. La France sait aussi dire certaines réalités. Pourtant parfois crise de style, de forme et de fonds. Il est parfois délicat de se référer à de Gaulle. Retrait de 1966 justifié par certaines décisions précises. En réalité la France est un bon allié, rien n'interdit de bloquer une décision comme peuvent le faire tous les autres membres. Rappel que tout se fait au consensus.

Q : article 2 (déjà abordé), quels retour sur l'achat de munitions par l'UE, quels liens entre la politique industrielle européenne et l'OTAN UE, le conflit ukrainien ne risque-t-il pas de masquer les combats futurs prospectifs, que penser de la réaction de la Chine sur les avancées de l'OTAN en Asie du Sud Est,
R : En effet l'OTAN n'est qu'un des six grands commandements étasunien (D Mercier rappelait que si l'OTAN est un élément étasunien pour l'Europe, pour les Etats-Unis, c'est un élément européen !) la casquette SACEUR ne consacre que près de 20% de son temps. On doit penser les conflits futurs à la lumière de l'Ukraine qui est déjà une guerre du 21° siècle mais nous devons nous préparer au futur avec un vrai débat au-delà du nombre (dans l'ancien raisonnement qui existe encore en Ukraine) notamment dans l'air power. Faire attention à la vision chinoise qui tire souvent ses informations des Russes, notamment pour les peurs de l'extension de l'OTAN qui reste une alliance atlantique. Il n'est pas possible d'échanger d'informations entre l'UE et l'OTAN sur la politique industrielle sauf à orienter informellement des priorités. Mécanisme d'achat par l'UE intéressant mais ce qui est utilisé est la facilité de paix abondé par les Etats-membres et pas encore de l'achat communautaire, l'Agence européenne de défense va être testée sur sa fonction d'acquisition en utilisant ou non la NSPA, et trouver les moyens communautaires d'accélérer les moyens de production, a noter que l'OTAN ne livre pas d'armes et de forme pas l'armée ukrainienne, orienté vers l'UE ou alors fait par chaque pays (cf les allocutions notamment de Ramstein).